

En résumé :

Au Chili, les intervenants du secteur de production et le grand public considèrent que les lois environnementales constituent le domaine dans lequel surviendront la plupart des changements dans les années à venir.

Les auteurs du présent rapport ne prétendent pas livrer une analyse exhaustive de tous les problèmes environnementaux du Chili. Ils ont visé davantage à faire un compte rendu sommaire de la façon dont le Chili réagit aux questions environnementales, et à décrire les principaux problèmes environnementaux du pays, la façon dont ils sont perçus, les solutions actuellement appliquées ainsi que les politiques que les différents secteurs se proposent de mettre en oeuvre. Le présent rapport est fondé sur la documentation chilienne disponible portant sur l'environnement, ainsi que sur des documents établis à la suite de la tenue de séminaires, des communications personnelles avec des spécialistes en la matière et sur l'information provenant des médias.

normes, sanctions), mais il n'y a aucune coordination des mesures prises par ces organisations.

L'Instituto Nacional de Normalización (INN-CHILE) est un organisme public relevant du ministère des Travaux publics et chargé d'élaborer toutes les lignes directrices du Chili qui concernent la qualité de l'eau et de l'air, la salubrité des denrées alimentaires, l'eau potable et les usines d'épuration. L'INN est membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de la Comisión Panamericana de Normas Técnicas (COPANT). La surveillance du respect de ces normes est la responsabilité d'un grand nombre d'organismes publics; ainsi, le contrôle de la qualité de l'eau est effectué par le MOP (ministère des Travaux publics), par l'entremise de la DGA (Direction générale de la gestion des eaux), tandis que la surveillance atmosphérique est assurée par les ministères de la